

Abroger la loi Taubira : un devoir

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 24 décembre 2015

Le gouvernement socialiste a imposé à la France ce qu'il a appelé lui-même "un changement de civilisation". Il s'agit, bien évidemment, de la loi Taubira, dite du "mariage pour tous". C'était en 2013. À la fin de l'année 2015, il apparaît que la résistance à cette loi funeste s'amenuise singulièrement. Ce qui laisse un goût amer : les grandes manifestations organisées contre elle n'auraient donc servi à rien ?

Petit retour en arrière. Lorsque se profile un projet de loi concernant le « mariage homosexuel », la résistance se met en route, autour de deux idées fondamentales : un tel mariage est évidemment contre-nature, et bouscule de façon dramatique les règles naturelles de la filiation.

Au fil du temps, une partie notable de la résistance civile abandonne peu à peu la première idée, se cantonnant désormais au seul problème de la filiation. À cet égard, le référendum qui s'est tenu il y a quelques jours en Slovénie, par lequel les électeurs ont massivement exprimé leur refus du "mariage homosexuel", a été interprété par nombre de résistants français comme un plébiscite en faveur de l'union civile, ce qui est évidemment un raccourci rapide et non prouvé.

Du côté de l'échiquier politique, le débat est clos à gauche : la loi Taubira est considérée comme une avancée sociétale déterminante. S'il reste ouvert du côté droit, les prises de position des leaders ou de leurs adjoints, à l'exception notable du Front national, laissent à penser qu'il faut désormais "passer à autre chose". Ainsi, la nouvelle présidente de la plus grande région française, à savoir l'Île-de-France, élue grâce aux voix de ceux qui ont manifesté contre la loi Taubira, affirme désormais qu'elle a changé d'avis, et qu'il est impossible de revenir sur une telle loi. Pour elle, comme pour de nombreux leaders de droite, le changement de civilisation est acté, gravé dans le marbre, définitif.

Ainsi, alors que les élections présidentielles n'ont lieu que dans un an et demi environ, il semble que le champ de bataille soit en passe d'être abandonné. Le combat, qui n'a pas encore commencé, paraît désormais majoritairement refusé.

La loi Taubira est un marqueur civilisationnel. Accepter d'une façon ou d'une autre ce texte dramatique aboutit, qu'on le veuille ou non, à apporter son concours à l'œuvre de déconstruction de la France, menée par ses dirigeants depuis un demi-siècle. Le sujet est pourtant majeur, puisqu'il a pour objectif de détruire la famille, rien que cela. La résistance, ou plutôt la dissidence, comme l'explique si bien Philippe de Villiers, est un impératif moral pour chacun d'entre nous, quel qu'en soit le prix en termes d'honneurs, de postes, d'avantages, d'exposition médiatique : nous devons nous battre avec la dernière énergie, jusqu'à la présidentielle, pour que soit purement et simplement abrogée cette loi de déconstruction.

François Billot de Lochner